

RCS : LA ROCHELLE

Code greffe : 1704

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LA ROCHELLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1970 B 40006

Numéro SIREN : 417 080 066

Nom ou dénomination : SOCIETE DE DISTRIBUTION SURGERIENNE

Ce dépôt a été enregistré le 12/11/2019 sous le numéro de dépôt 8129

**SOCIETE DE DISTRIBUTION SURGERIENNE
SO.DI.SUR
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 250 000 €
Siège social : 12 rue Jean-Philippe Rameau - 17700 SURGERES
417 080 066 R.C.S. LA ROCHELLE**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
DU 6 SEPTEMBRE 2019**

**Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le
31 mars 2019**

DEUXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2019 s'élevant à 1 005 849,80 euros de la manière suivante :

- | | |
|---|------------------|
| - aux actionnaires, à titre de dividendes | 950 000,00 euros |
| soit 3,80 euros par action, | |
|
 | |
| - le solde, soit la somme de | 55 849,80 euros |
| à la réserve ordinaire. | |

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale prend acte que les associés ont été informés que :

- depuis le 1^{er} janvier 2018, les revenus distribués aux personnes physiques sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,
- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.

Il a en outre été rappelé aux associés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis aux mêmes règles que le prélèvement mentionné à l'article 117 quater du Code général des impôts, c'est-à-dire prélevés à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France, et versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 mars 2016 :

800 000 euros, soit 3,20 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 800 000 euros.

Exercice clos le 31 mars 2017 :

700 000 euros, soit 2,80 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 700 000 euros.

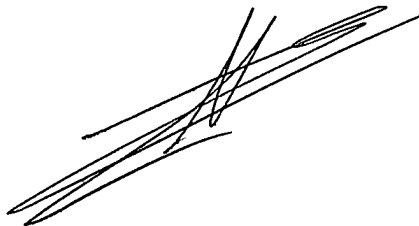
Exercice clos le 31 mars 2018 :

950 000 euros, soit 3,80 euros par titre,
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 950 000 euros.

Vote de l'Assemblée Générale Mixte du 6 SEPTEMBRE 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**Certifiée conforme
Le Président**



Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS SODISUR		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12		
Adresse de l'entreprise rue Jean-Philippe RAMEAU 17700 SURGERES		Durée de l'exercice précédent* 12		
Numéro SIRET* 4 1 7 0 8 0 0 6 6 0 0 0 3 4		Comptes approuvés par l'Assemblée Générale Mixte Néant ☐ *		
		du 6 septembre 2019 Exercice N clos le, 31/03/2019		
		Brut 1 La Présidente Amortissements, provisions 2 Net 3		
Capital souscrit non appelé (I)		AA		
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	AB	AC	
		CX	CQ	
		AF	AG	
		AH	AI	
		AJ	AK	
		AL	AM	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AN	AO	
		AP	AQ	
		AR	AS	
		AT	AU	
		AV	AW	
		AX	AY	
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	CS	CT	
		CU	CV	
		BB	BC	
		BD	BE	
		BF	BG	
		BH	BI	
	TOTAL (II)		BJ	BK
	ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	BL	BM
BN			BO	
BP			BQ	
BR			BS	
BT			BU	
CRÉANCES		BV	BW	
		BX	BY	
		BZ	CA	
DIVERS		CB	CC	
		CD	CE	
Comptes de régularisation	CF	CG		
	CH	CI		
	CJ	CK		
	CW			
	CM			
	CN			
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	1A	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(3) Part à plus d'un an		
Clause de réserve de propriété : *		CR		
Immobiliations :		Stocks :		
		Créances :		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>SAS SODISUR</u>			Néant ☐ *	
			Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 250 000)		DA	250 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <u>EK</u>)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	25 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours)		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*)		DG	5 177 752
	Report à nouveau		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	1 005 849
	Subventions d'investissement		DJ	1 915
	Provisions réglementées *		DK	
	TOTAL (I)		DL	6 460 518
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
	Avances conditionnées		DN	
	TOTAL (II)		DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	140 718
	Provisions pour charges		DQ	
	TOTAL (III)		DR	140 718
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	6 155 727
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <u>EI</u>)		DV	314 941
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	20
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	3 042 655
	Dettes fiscales et sociales		DY	1 486 891
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	826 196
	Autres dettes		EA	119 506
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	121
TOTAL (IV)		EC	11 946 060	
Ecart de conversion passif* (V)		ED		
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	18 547 296	
RENOIS	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C
			Ecart de réévaluation libre	1D
			Réserve de réévaluation (1976)	1E
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	5 164

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SAS SODISUR							Néant ☐ *	
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	41 463 889	FB		FC	41 463 889	
	Production vendue { biens * services *	FD	7 058 324	FE		FF	7 058 324	
		FG	4 206 527	FH		FI	4 206 527	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	52 728 741	FK		FL	52 728 741	
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	20 067	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	189 357	
	Autres produits (1) (11)					FQ	12 939	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	52 951 106
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	35 989 928	
	Variation de stock (marchandises)*					FT	166 332	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	4 618 266	
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	23 014	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	3 565 000	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	619 766	
	Salaires et traitements*					FY	4 038 653	
	Charges sociales (10)					FZ	1 291 507	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*					GA	1 091 910
							GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	4 769
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	45 262
	Autres charges (12)					GE	15 943	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	51 470 354
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	1 480 751	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*					GH	4 244	
	Perte supportée ou bénéfice transféré*					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	341	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	11 014	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	11 356	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	50 587	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	50 587	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(39 230)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	1 445 765	

Désignation de l'entreprise <u>SAS SODISUR</u>				Néant ☐ *			
				Exercice N			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	72 248		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	108		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	72 356		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	3 496		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	89 570		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG	20 033		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	113 100		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(40 743)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ	263 968		
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	135 204		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	53 039 064		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	52 033 214		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	1 005 849		
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO			
	(2) Dont	produits de locations immobilières		HY	210 142		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG			
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP	5 725		
		- Crédit-bail immobilier		HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH			
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	1 636		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		HX	70 958		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD			
	(9)	Dont transferts de charges		A1	126 101		
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4	3 280		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6		obligatoires	A9	
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			Exercice N		
	Voir état annexe				Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N			
				Charges antérieures	Produits antérieurs		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SODISUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2019, dont le total est de 18 547 297 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 005 850 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/05/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 10 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 7 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les cotisations de la centrale d'achat sont réintégrées dans la valorisation du stock de marchandises. Cette réintégration représente un montant de 30 469 euros au 31/03/2019.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,57 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : TH/TF 00-02

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option suivante :

- d'une diminution de l'impôt pour la partie acquise au titre de l'année 2018.

La conséquence de la prise en compte du CICE sur les états financiers, est la suivante :

- déduction de la charge d'impôt société pour 211 215 euros au titre de 2018,

Utilisation du CICE : il contribue au financement des efforts d'investissements et de modernisation menés par la société. Il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	163 462	19 865	3 124	180 202
Immobilisations incorporelles	163 462	19 865	3 124	180 202
- Terrains	2 524 187	527 388	1 584	3 049 992
- Constructions sur sol propre	5 496 130	448 864		5 944 994
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 115 375	2 076 644	1 153 186	7 038 834
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 257 195	881 452	1 164 961	3 973 686
- Installations générales, agencements aménagements divers	320 326	15 635	58 217	277 744
- Matériel de transport	130 817		6 098	124 719
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	370 149	147 273		517 423
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	115 822	1 164 045	9 035	1 270 832
- Avances et acomptes		44 108		44 108
Immobilisations corporelles	19 330 004	5 305 409	2 393 081	22 242 332
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92 871			92 871
- Autres titres immobilisés	677 945	4 050		681 995
- Prêts et autres immobilisations financières	114 339	290	10 000	104 629
Immobilisations financières	885 155	4 340	10 000	879 495
ACTIF IMMOBILISE	20 378 620	5 329 614	2 406 205	23 302 029

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	19 865	5 305 409	4 340	5 329 614
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	19 865	5 305 409	4 340	5 329 614
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		818 174		818 174
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			10 000	10 000
Scissions				
Mises hors service	3 124	1 574 907		1 578 032
Diminutions de l'exercice	3 124	2 393 081	10 000	2 406 205

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	150 193	2 338	3 124	149 407
Immobilisations incorporelles	150 193	2 338	3 124	149 407
- Terrains	1 202 594	102 200		1 304 794
- Constructions sur sol propre	3 401 502	259 257		3 660 759
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 204 601	386 596	345 632	4 245 565
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 241 790	300 682	1 164 961	2 377 511
- Installations générales, agencements aménagements divers	251 440	16 742	58 217	209 965
- Matériel de transport	62 017	18 000	6 098	73 919
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	346 724	22 530		369 254
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	12 710 667	1 106 006	1 574 907	12 241 766
ACTIF IMMOBILISE	12 860 860	1 108 345	1 578 032	12 391 173

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 299 286 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	104 629		104 629
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	292 876	292 876	
Autres	1 699 801	1 699 801	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	201 980	201 980	
Total	2 299 286	2 194 657	104 629
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients : factures à établir	35 298
Ristournes à recevoir	300 567
ANP marchandises	44 773
ANP frais généraux	362 134
Divers : produits à recevoir	13 286
Total	774 284

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice "	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	14 789		14 789	
Créances et Valeurs mobilières	13 177	4 769	4 104	13 843
Total	27 966	4 769	18 893	13 843
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 769	18 893	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 250 000,00 euros décomposé en 250 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	136 220	48 862	44 364		140 718
Total	136 220	48 862	44 364		140 718
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		45 262	44 364		
Financières					
Exceptionnelles		3 600			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 11 946 040 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	5 164	5 164		
- à plus de 1 an à l'origine	6 150 564	1 071 297	2 826 481	2 252 785
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	43 058	43 058		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 042 655	3 042 655		
Dettes fiscales et sociales	1 486 891	1 486 891		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	826 196	826 196		
Autres dettes (**)	391 390	391 390		
Produits constatés d'avance	122	122		
Total	11 946 040	6 866 774	2 826 481	2 252 785
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 826 487			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	808 082			
(**) Dont envers les associés	271 883			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 643 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 149 723	6 149 723	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	6 149 723	6 149 723	

Emprunt BP nominal 2 000 000 € - Restant dû 551 256 € - Promesse d'affectation hypothécaire



Notes sur le bilan

Emprunt BP nominal 740 000 € - Restant dû 306 589 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 900 000 € - Restant dû 447 154 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 320 000 € - Restant dû 102 808 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 2 000 000 € - Restant dû 986 353 € - Promesse hypothécaire
 Emprunt BPI nominal 870 000 € - Restant dû 833 750 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BPI nominal 1 870 000 € - Restant dû 316 300 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 170 000 € - Restant dû 163 375 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 700 000 € - Restant dû 671 951 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 370 000 € - Restant dû 354 037 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 1 500 000 € - Restant dû 1 416 149 € - Nantissement du FDC

Charges à payer

	Montant
FNP frais généraux	244 684
FNP marchandises	17 451
Intérêts courus à payer	841
ICNE sur C/C associés	1 636
Provision congés payés	314 258
Participation des salariés	137 312
Intéressement des salariés	126 656
Provision primes et RTT	146 105
CS sur provisions congés payés	95 625
CS sur provisions primes/RTT	44 458
FS participation - intéressement	27 462
Provision CF sur congés payés	6 717
Etat : charges à payer	293 931
Provision taxes sur salaires	36 727
CF provisions primes et RTT	3 123
Total	1 496 986

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CCA frais généraux	183 843		
CCA marchandises	18 137		
Total	201 980		

Notes sur le bilan**Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	122		
Total	122		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	7 058 324		7 058 324
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	3 256 997		3 256 997
Ventes de marchandises	41 463 889		41 463 889
Produits des activités annexes	949 531		949 531
TOTAL	52 728 741		52 728 741

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 16 149 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Dans le cadre de sa mission légale de certification, la facturation des honoraires du commissaire aux comptes, pour l'exercice clos au 31/03/2018 s'est élevée à 15 879 € HT. Au titre de l'exercice clos au 31/03/2019, nous avons évalué la facturation à 15 970 € HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	3 496	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	46 526	
Autres charges	43 044	
Amortissements des immobilisations	16 434	
Provisions pour risques et charges	3 600	
Rentrées sur créances amorties		237
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		72 011
Subventions d'investissement virées au résultat		108
TOTAL	113 100	72 356

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	763 782
Taux Normal – 28 %	500 000
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	211 215
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	5 600
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	42 575
Autres imputations	

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	1 445 765	228 602	1 217 163
+ Résultat exceptionnel	-40 744	-12 416	-28 328
- Participations des salariés	263 968	80 982	182 986
Résultat comptable	1 141 054	135 204	1 005 850
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 41 725 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	149 017
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	149 017
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	41 725
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2012, la société SAS SODISUR est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LANA, 12 rue Jean Philippe Rameau 17700 SURGERES.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

L'économie d'impôt liée aux déficits est conservée provisoirement par la mère. En cas de résultat bénéficiaire, dans le délai de prescription, la fille pourra imputer ses propres déficits de sorte qu'elle ne sera pas, alors, redevable que de l'impôt dû à l'Etat en l'absence d'intégration.

La méthode de l'intégration globale est retenue dans les comptes consolidés.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 171 personnes dont 8 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens	17	
Employés	146	
Ouvriers		
Total	171	

Informations sur les dirigeants

Montant des engagements

Les engagements pris par les dirigeants pour le compte de la société représentent un montant de 400 000 euros.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Cautionnement solidaire de 224 K€ en principal et 67,2 K€ en frais, pour une durée de 216 mois, au bénéfice du Crédit Agricole, pour garantir un emprunt de la SCI LES REMIEGERES	
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt BANQUE EDEL pour SARVIC	1 172 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC	710 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (rachat SCI FENELON)	460 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (crédit SODIMAR)	160 000
Avals et cautions	2 502 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	3 955
Engagements de crédit-bail immobilier	
Dans le cadre de convention de parrainage la société a donné son engagement pour couvrir les pertes d'exploitation éventuelles des magasins suivants: CODIS - RUDIS - SODIROCHE SODIMAR - LAMEGO	
Autres engagements donnés	
Total	2 505 955
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Cautions solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt BP de 2 000 K€</i>	200 000
<i>Cautions solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt CA de 2 000 €</i>	200 000
Avals et cautions	400 000
<i>Dans le cadre de convention de parrainage, SODISUR a reçu les engagements des sociétés:</i> <i>RUDIS 18% - FOCH DIS 18% - SODIMAR 18% - SUD VENDEE DIS 18% - SODIROCHE 28%</i>	
Autres engagements reçus	
Total	400 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	400 000
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				29 973	29 973
Cumul exercices antérieurs				21 980	21 980
Dotations de l'exercice				5 995	5 995
Amortissements				27 974	27 974
Cumul exercices antérieurs				27 830	27 830
Exercice				5 741	5 741
Redevances payées				33 572	33 572
A un an au plus				957	957
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				957	957
A un an au plus				2 997	2 997
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				2 997	2 997
Montant pris en charge dans l'exercice				5 725	5 725

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 379 653 euros

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, de reconstitution du fonds de roulement.

Dossier de Gestion

Tableau de financement (retraité)

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 104 461	
- Réduction des fonds propres		
Autofinancement disponible	2 104 461	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	10 000	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés	176 801	
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	3 826 487	
Subventions d'investissement	2 024	
Total des ressources	6 119 773	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		950 000
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		4 511 440
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		808 427
Total des emplois		6 269 867
Variation du fonds de roulement net global		150 094

	31/03/2019	31/03/2018	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 082 680	4 272 027		189 347
Avances et acomptes versés sur commandes		642		642
Comptes clients, comptes rattachés	292 876	308 006		15 130
Autres créances	1 466 961	1 160 654	306 307	
Comptes de régularisation	201 980	247 499		45 519
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	20	515	495	
Fournisseurs, comptes rattachés	3 042 655	3 206 394	163 739	
Dettes fiscales et sociales	1 486 891	1 602 100	115 209	
Autres dettes	945 703	115 308		830 395
Comptes de Régularisation	122	48 897	48 776	
Dégagement net de fonds de roulement				446 508
Variation de la trésorerie active	1 372 946	1 325 272	47 674	
Variations de la trésorerie passive	5 164	253 903	248 739	
Variation nette de trésorerie			296 413	
Variation du fonds de roulement net global				150 094

SODISUR

Société par Actions Simplifiée au capital de 250 000 €
Siège Social : 12 rue Jean Philippe Rameau
17700 SURGERES

N° SIRET : 417 080 066 00034
Code APE : 4711F
RCS LA ROCHELLE : 417 080 066

Associés Poitiers

Anne David

Jean-Paul Deranlot

Franck Fortin

Marielle Gargouil

Michel d'Hérouville

Christine Janet

Nicolas Jarry

Dominique Jourde

Jean-Paul Molnard

Philippe Renouf

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

A l'assemblée générale de la société SODISUR,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SODISUR relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

6.

.../...



.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe sur les règles et méthodes comptables expose celles relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations et des stocks de marchandises.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441-4 du code de commerce.

Cg.

.../...

.../...

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

6

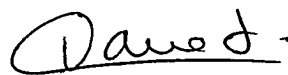
.../...

.../...

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 19 août 2019

Pour la SARL DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux comptes,



Christine JANET

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	180 202	149 407	30 795	13 269
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 049 992	1 304 794	1 745 198	1 321 594
Constructions	12 983 828	7 906 324	5 077 504	4 005 403
Installations techniques, matériel et outillage	3 973 686	2 377 511	1 596 175	1 015 406
Autres immobilisations corporelles	919 886	653 138	266 749	161 112
Immob. en cours / Avances & acomptes	1 314 940		1 314 940	115 822
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	92 871		92 871	92 871
Autres titres immobilisés	681 995		681 995	677 945
Prêts				
Autres immobilisations financières	104 629		104 629	114 339
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	23 302 029	12 391 173	10 910 856	7 517 761
Stocks				
Matières premières et autres approv.	68 861		68 861	91 876
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	4 013 819		4 013 819	4 165 362
Créances				
Clients et comptes rattachés	292 876	13 843	279 034	294 829
Fournisseurs débiteurs	761 686		761 686	766 525
Personnel	555		555	349
Etat, Impôts sur les bénéfices				
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	365 138		365 138	46 246
Autres créances	572 422		572 422	582 322
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				642
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 372 946		1 372 946	1 325 272
Charges constatées d'avance	201 980		201 980	247 499
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 650 283	13 843	7 636 440	7 520 922
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	30 952 312	12 405 015	18 547 297	15 038 683

Visé par le commissaire
aux comptes

Bilan

	Net au 31/03/19	Net au 31/03/18
PASSIF		
Capital social ou individuel	250 000	250 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	25 000	25 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	5 177 752	5 013 792
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	1 005 850	1 113 960
Subventions d'investissement	1 916	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	6 460 518	6 402 752
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	140 718	136 220
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	140 718	136 220
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	6 150 564	3 132 514
<i>Découverts et concours bancaires</i>	5 164	253 903
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	6 155 728	3 386 417
Emprunts et dettes financières diverses	43 058	43 048
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	271 883	97 030
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	20	515
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 042 655	3 206 394
<i>Personnel</i>	728 038	716 299
<i>Organismes sociaux</i>	317 001	329 564
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	91 024	175 633
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	350 828	380 604
Dettes fiscales et sociales	1 486 891	1 602 100
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	826 196	
Autres dettes	119 507	115 308
Produits constatés d'avance	122	48 897
TOTAL DETTES	11 946 060	8 499 710
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	18 547 297	15 038 683

Compte de résultat

	31/03/2019	31/03/2018
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	41 463 889	40 633 355
Production vendue (biens)	7 058 324	6 889 521
Production vendue (services)	4 206 527	3 643 758
Chiffre d'affaires net	52 728 741	51 166 633
<i>Dont à l'exportation</i>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	20 068	36 569
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	189 358	139 377
Autres produits	12 939	10 314
Total I	52 951 106	51 352 894
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	35 989 928	34 412 616
Variations de stock	166 332	193 366
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 618 266	4 666 539
Variations de stock	23 015	-28 328
Autres achats et charges externes (a)	3 565 000	3 545 354
Impôts, taxes et versements assimilés	619 766	691 584
Salaires et traitements	4 038 653	3 863 974
Charges sociales	1 291 508	1 197 766
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 091 911	1 210 736
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	4 769	5 482
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	45 262	44 364
Autres charges	15 943	14 641
Total II	51 470 355	49 818 093
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 480 751	1 534 801
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III	4 245	4 758
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)	342	319
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
Autres intérêts et produits assimilés (3)	11 015	12 073
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	11 357	12 392
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	50 587	60 731
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	50 587	60 731
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	-39 231	-48 339
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 445 765	1 491 220

Compte de résultat (suite)

	31/03/2019	31/03/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	72 248	26 341
Sur opérations en capital	108	122 830
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	72 356	149 171
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	3 496	13 809
Sur opérations en capital	89 570	27 187
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	20 034	91 856
Total charges exceptionnelles (VIII)	113 100	132 853
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-40 744	16 319
Participation des salariés aux résultats (IX)	263 968	284 434
Impôts sur les bénéfices (X)	135 204	109 144
Total des produits (I+III+V+VII)	53 039 064	51 519 215
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	52 033 214	50 405 255
BENEFICE OU PERTE	1 005 850	1 113 960
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	5 725	5 741
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	1 636	940

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS SODISUR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2019, dont le total est de 18 547 297 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 005 850 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2018 au 31/03/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/05/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/03/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 à 10 ans
- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 30 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 7 à 15 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Les cotisations de la centrale d'achat sont réintégrées dans la valorisation du stock de marchandises. Cette réintégration représente un montant de 30 469 euros au 31/03/2019.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,57 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1 %
- Table de taux de mortalité : TH/TF 00-02

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option suivante :

- d'une diminution de l'impôt pour la partie acquise au titre de l'année 2018.

La conséquence de la prise en compte du CICE sur les états financiers, est la suivante :

- déduction de la charge d'impôt société pour 211 215 euros au titre de 2018,

Utilisation du CICE : il contribue au financement des efforts d'investissements et de modernisation menés par la société. Il n'est pas destiné à financer une hausse des dividendes distribués ni à augmenter les rémunérations des dirigeants.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2018 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	163 462	19 865	3 124	180 202
Immobilisations incorporelles	163 462	19 865	3 124	180 202
- Terrains	2 524 187	527 388	1 584	3 049 992
- Constructions sur sol propre	5 496 130	448 864		5 944 994
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 115 375	2 076 644	1 153 186	7 038 834
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 257 195	881 452	1 164 961	3 973 686
- Installations générales, agencements aménagements divers	320 326	15 635	58 217	277 744
- Matériel de transport	130 817		6 098	124 719
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	370 149	147 273		517 423
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	115 822	1 164 045	9 035	1 270 832
- Avances et acomptes		44 108		44 108
Immobilisations corporelles	19 330 004	5 305 409	2 393 081	22 242 332
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92 871			92 871
- Autres titres immobilisés	677 945	4 050		681 995
- Prêts et autres immobilisations financières	114 339	290	10 000	104 629
Immobilisations financières	885 155	4 340	10 000	879 495
ACTIF IMMOBILISE	20 378 620	5 329 614	2 406 205	23 302 029

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	19 865	5 305 409	4 340	5 329 614
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	19 865	5 305 409	4 340	5 329 614
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		818 174		818 174
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			10 000	10 000
Scissions				
Mises hors service	3 124	1 574 907		1 578 032
Diminutions de l'exercice	3 124	2 393 081	10 000	2 406 205

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	150 193	2 338	3 124	149 407
Immobilisations incorporelles	150 193	2 338	3 124	149 407
- Terrains	1 202 594	102 200		1 304 794
- Constructions sur sol propre	3 401 502	259 257		3 660 759
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 204 601	386 596	345 632	4 245 565
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 241 790	300 682	1 164 961	2 377 511
- Installations générales, agencements aménagements divers	251 440	16 742	58 217	209 965
- Matériel de transport	62 017	18 000	6 098	73 919
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	346 724	22 530		369 254
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	12 710 667	1 106 006	1 574 907	12 241 766
ACTIF IMMOBILISE	12 860 860	1 108 345	1 578 032	12 391 173

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 299 286 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	104 629		104 629
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	292 876	292 876	
Autres	1 699 801	1 699 801	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	201 980	201 980	
Total	2 299 286	2 194 657	104 629
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients : factures à établir	35 298
Ristournes à recevoir	300 567
ANP marchandises	44 773
ANP frais généraux	362 134
Divers : produits à recevoir	13 286
Total	774 284

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	14 789		14 789	
Créances et Valeurs mobilières	13 177	4 769	4 104	13 843
Total	27 966	4 769	18 893	13 843
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		4 769	18 893	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 250 000,00 euros décomposé en 250 000 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	136 220	48 862	44 364		140 718
Total	136 220	48 862	44 364		140 718
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		45 262	44 364		
Financières					
Exceptionnelles		3 600			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 11 946 040 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	5 164	5 164		
- à plus de 1 an à l'origine	6 150 564	1 071 297	2 826 481	2 252 785
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	43 058	43 058		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 042 655	3 042 655		
Dettes fiscales et sociales	1 486 891	1 486 891		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	826 196	826 196		
Autres dettes (**)	391 390	391 390		
Produits constatés d'avance	122	122		
Total	11 946 040	6 866 774	2 826 481	2 252 785
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 826 487			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	808 082			
(**) Dont envers les associés	271 883			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 643 euros.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	6 149 723	6 149 723	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	6 149 723	6 149 723	

Emprunt BP nominal 2 000 000 € - Restant dû 551 256 € - Promesse d'affectation hypothécaire

Visé par le commissaire
aux comptes



EXCO VALLIANCE

Mission de présentation des comptes annuels / Voir attestation de l'expert comptable

Page 23

Notes sur le bilan

Emprunt BP nominal 740 000 € - Restant dû 306 589 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 900 000 € - Restant dû 447 154 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BP nominal 320 000 € - Restant dû 102 808 € - Nantissement du FDC
 Emprunt CRCA nominal 2 000 000 € - Restant dû 986 353 € - Promesse hypothécaire
 Emprunt BPI nominal 870 000 € - Restant dû 833 750 € - Nantissement du FDC
 Emprunt BPI nominal 1 870 000 € - Restant dû 316 300 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 170 000 € - Restant dû 163 375 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 700 000 € - Restant dû 671 951 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 370 000 € - Restant dû 354 037 € - Nantissement du FDC
 Emprunt Arkea nominal 1 500 000 € - Restant dû 1 416 149 € - Nantissement du FDC

Charges à payer

	Montant
FNP frais généraux	244 684
FNP marchandises	17 451
Intérêts courus à payer	841
ICNE sur C/C associés	1 636
Provision congés payés	314 258
Participation des salariés	137 312
Intéressement des salariés	126 656
Provision primes et RTT	146 105
CS sur provisions congés payés	95 625
CS sur provisions primes/RTT	44 458
FS participation - intéressement	27 462
Provision CF sur congés payés	6 717
Etat : charges à payer	293 931
Provision taxes sur salaires	36 727
CF provisions primes et RTT	3 123
Total	1 496 986

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CCA frais généraux	183 843		
CCA marchandises	18 137		
Total	201 980		

Notes sur le bilan**Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	122		
Total	122		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis	7 058 324		7 058 324
Ventes de produits intermédiaires			
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	3 256 997		3 256 997
Ventes de marchandises	41 463 889		41 463 889
Produits des activités annexes	949 531		949 531
TOTAL	52 728 741		52 728 741

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 16 149 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Dans le cadre de sa mission légale de certification, la facturation des honoraires du commissaire aux comptes, pour l'exercice clos au 31/03/2018 s'est élevée à 15 879 € HT. Au titre de l'exercice clos au 31/03/2019, nous avons évalué la facturation à 15 970 € HT.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	3 496	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	46 526	
Autres charges	43 044	
Amortissements des immobilisations	16 434	
Provisions pour risques et charges	3 600	
Rentrées sur créances amorties		237
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		72 011
Subventions d'investissement virées au résultat		108
TOTAL	113 100	72 356

Notes sur le compte de résultat

Résultat et impôts sur les bénéfices

	Montant
Base de calcul de l'impôt	
Taux Normal - 33 1/3 %	763 782
Taux Normal - 28 %	500 000
Taux Réduit - 15 %	
Plus-Values à LT - 15 %	
Concession de licences - 15 %	
Contribution locative - 2,5 %	
Crédits d'impôt	
Compétitivité Emploi	211 215
Crédit recherche	
Crédit formation des dirigeants	
Crédit apprentissage	5 600
Crédit famille	
Investissement en Corse	
Crédit en faveur du mécénat	42 575
Autres imputations	

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après impôt
+ Résultat courant (**)	1 445 765	228 602	1 217 163
+ Résultat exceptionnel	-40 744	-12 416	-28 328
- Participations des salariés	263 968	80 982	182 986
Résultat comptable	1 141 054	135 204	1 005 850
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà, fait ressortir une créance future d'un montant de 41 725 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	149 017
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	149 017
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	41 725
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/04/2012, la société SAS SODISUR est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS LANA, 12 rue Jean Philippe Rameau 17700 SURGERES.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

La convention retenue pour la répartition de l'impôt est celle où les charges sont supportées par chaque société intégrée.

L'économie d'impôt liée aux déficits est conservée provisoirement par la mère. En cas de résultat bénéficiaire, dans le délai de prescription, la fille pourra imputer ses propres déficits de sorte qu'elle ne sera pas, alors, redevable que de l'impôt dû à l'Etat en l'absence d'intégration.

La méthode de l'intégration globale est retenue dans les comptes consolidés.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 171 personnes dont 8 apprentis.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens	17	
Employés	146	
Ouvriers		
Total	171	

Informations sur les dirigeants

Montant des engagements

Les engagements pris par les dirigeants pour le compte de la société représentent un montant de 400 000 euros.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Cautionnement solidaire de 224 K€ en principal et 67,2 K€ en frais, pour une durée de 216 mois, au bénéfice du Crédit Agricole, pour garantir un emprunt de la SCI LES REMIEGERES	
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt BANQUE EDEL pour SARVIC	1 172 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC	710 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (rachat SCI FENELON)	460 000
Caution solidaire à hauteur de 20% sur prêt CREDIT COOP pour SARVIC (crédit SODIMAR)	160 000
Avals et cautions	2 502 000
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	3 955
Engagements de crédit-bail immobilier	
Dans le cadre de convention de parrainage la société a donné son engagement pour couvrir les pertes d'exploitation éventuelles des magasins suivants: CODIS - RUDIS - SODIROCHE SODIMAR - LAMEGO	
Autres engagements donnés	
Total	2 505 955
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT, s/prêt BP de 2 000 K€</i>	200 000
<i>Caution solidaire à hauteur de 200 K€ de M et Mme VILLAT s/prêt CA de 2 000 €</i>	200 000
Avals et cautions	400 000
<i>Dans le cadre de convention de parrainage, SODISUR a reçu les engagements des sociétés:</i> <i>RUDIS 18% - FOCH DIS 18% - SODIMAR 18% - SUD VENDEE DIS 18% - SODIROCHE 28%</i>	
Autres engagements reçus	
Total	400 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	400 000
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				29 973	29 973
Cumul exercices antérieurs				21 980	21 980
Dotations de l'exercice				5 995	5 995
Amortissements				27 974	27 974
Cumul exercices antérieurs				27 830	27 830
Exercice				5 741	5 741
Redevances payées				33 572	33 572
A un an au plus				957	957
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Redevances restant à payer				957	957
A un an au plus				2 997	2 997
A plus d'un an et cinq ans au plus					
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle				2 997	2 997
Montant pris en charge dans l'exercice				5 725	5 725

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 379 653 euros

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de formation, de reconstitution du fonds de roulement.

Dossier de Gestion

Tableau de financement (retraité)

	Ressources	Emplois
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	2 104 461	
- Réduction des fonds propres		
Autofinancement disponible	2 104 461	
Cessions et réduction de l'actif immobilisé	10 000	
Apports en fonds propres, en comptes courants et versements par les associés	176 801	
Nouveaux emprunts et contrats de crédit-bail	3 826 487	
Subventions d'investissement	2 024	
Total des ressources	6 119 773	
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement		950 000
Remboursement de comptes courants et versements aux associés		
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé (y compris biens pris en crédit-bail)		4 511 440
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement en capital d'emprunts et contrats de crédit-bail		808 427
Total des emplois		6 269 867
Variation du fonds de roulement net global		150 094

	31/03/2019	31/03/2018	Besoins	Dégagements
Variation des actifs				
Stocks et en-cours	4 082 680	4 272 027		189 347
Avances et acomptes versés sur commandes		642		642
Comptes clients, comptes rattachés	292 876	308 006		15 130
Autres créances	1 466 961	1 160 654	306 307	
Comptes de régularisation	201 980	247 499		45 519
Variation des dettes				
Avances et acomptes reçus sur commandes	20	515	495	
Fournisseurs, comptes rattachés	3 042 655	3 206 394	163 739	
Dettes fiscales et sociales	1 486 891	1 602 100	115 209	
Autres dettes	945 703	115 308		830 395
Comptes de Régularisation	122	48 897	48 776	
Dégagement net de fonds de roulement				446 508
Variation de la trésorerie active	1 372 946	1 325 272	47 674	
Variations de la trésorerie passive	5 164	253 903	248 739	
Variation nette de trésorerie			296 413	
Variation du fonds de roulement net global				150 094